**Perspectives chinoises**

**2007/2 | 2007**
**Hong Kong, dix ans après la rétrocession**

# Une politique active de « désinisation »

## Synthèse commentée

**Mathieu Duchâtel**

**Édition électronique**
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2893
ISSN : 1996-4609

**Éditeur**
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

**Édition imprimée**
Date de publication : 15 juillet 2007
ISSN : 1021-9013

**Référence électronique**
Mathieu Duchâtel, « Une politique active de « désinisation » », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/2 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2008, consulté le 04 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2893

© Tous droits réservés

en laisser passer d'autres, avertit-il, faisant écho ainsi aux propos du Premier ministre, Wen Jiabao [2].

Mais le plus grand défi à relever reste, selon lui, celui du gouvernement par la loi. La corruption, un marché anarchique, les écarts de revenus et une faible capacité à l'innovation, telles sont les quatre grandes questions qui vont déterminer l'avenir de la Chine. Il appelle donc à la poursuite de la réforme constitutionnelle du pays. Les principes du gouvernement par la loi ont été intégrés à la Constitution du pays, et les dirigeants se sont exprimés concernant l'importance de cette réforme. Néanmoins, elle tarde à se réaliser même si les « citoyens » sont de plus en plus conscients de leurs droits et libertés [3], sollicitant davantage le soutien d'avocats ou des médias. « Les organisations civiles se développent et donnent une voix aux victimes des injustices », mais le système doit intégrer la protection de ces droits, faute de quoi, il reste impuissant.

L'éditorial de Yuan Weishi, un an après la fermeture de *Bingdian,* cible principalement les départements de la propagande, responsables de la fermeture du supplément du journal et de l'interdiction de la publication de huit ouvrages [4] qui passent en revue des événements historiques et sociaux de l'histoire contemporaine de la Chine. La critique de l'auteur reste, prudemment, limitée aux thèmes de débats qui font la une de la presse chinoise de façon plus consensuelle. Ses propos interviennent toutefois dans un contexte de transformations politiques et de débats à l'intérieur de la Chine quant à la limite des réformes à suivre.

En dépit de cet éditorial critique et d'une tendance à revendiquer une libéralisation croissante, Hu Jintao semble poursuivre une ligne de réforme graduelle, et surtout consensuelle [5]. Les promotions à la tête des provinces et aux nouveaux postes ministériels traduisent l'équilibre auquel il souhaite arriver avec les autres factions. L'article de Yuan Weishi, tout en étant critique, emploie pour ce faire une terminologie politiquement correcte, mais reste une manifestation patente des débats qui occupent l'intelligentsia chinoise. •

# Une politique active de « désinisation »

**Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :**

- **« La nouvelle version des manuels d'histoire nous permet de retrouver le vrai visage de l'histoire de Taïwan », éditorial, Ziyou Shibao (Liberty Times), 1er février 2007. Chang Chingwei, « La version modifiée des manuels d'histoire du lycée abandonne un mythe de manière neutre », Xin Taïwan Xinwen Zhoukan, n° 567, 1er février 2007.**
- **Wang Yifeng, « L'identité nationale, il faut en planter les graines à partir des manuels scolaires », Xin Taïwan Xinwen Zhoukan, n° 567, 1er février 2007.**
- **« L'indépendantisme légaliste heurte un mur, l'indépendantisme psychologique s'enflamme », éditorial, Lienhebao, 2 février 2007.**
- **Philip Yang Yungming, « Rectifier les noms à tout prix, c'est jouer sur la corde sensible », Lienhebao, 11 février 2007, p. 15.**
- **Lin Huowang, « Chen Shuibian rectifie les noms pour sauver sa peau après 2008 », Lienhebao, 12 février 2007, p. 15.**

Depuis le début de l'année 2007, trois questions dominent la politique intérieure taïwanaise : les affaires de corruption, la sélection par les partis politiques de leur candidat aux présidentielles de 2008, et la campagne de désinisation (去中國化) orchestrée par les autorités de l'île. Cette dernière possède des dimensions stratégiques et idéologiques. Depuis la fondation du DPP, la désinisation représente l'une des revendications principales de l'aile la plus indépendantiste du parti. Pour ses défenseurs, elle représente l'aboutissement d'un effort légitime pour recentrer le régime de la République populaire de Chine sur Taïwan. Elle vise à corriger la sinisation forcée des Taïwanais par le Kuomintang et à libérer une identité nationale étouffée par un régime autoritaire attaché au mythe de la Grande Chine. Pour ses détracteurs, au contraire, cet effort de désinisation s'appuie sur des calculs populistes et sur une idéologie indépendantiste fondamenta-

2. Voir « La Culture institutionnelle selon Wen Jiabao » dans ce même numéro
3. Voir l'ouvrage récent de Kevin O'Brien et Lianjiang Li, *Rightful resistance in rural China*, Cambridge University Press, 2006.
4. "Eight books banned in crackdown on dissent", *South China Morning Post*, 19 janvier 2007
5. Willy Wo-Lap Lam, "Striving for Balance: Assessing Recent Municipal and Provincial Leadership Changes", *China Brief,* vol. 7, no. 2, 18 avril 2007

liste. Elle aboutit à appauvrir la culture taïwanaise en la coupant de ses racines chinoises. Certains critiques vont jusqu'à affirmer qu'une désinisation complète aboutirait à un vide culturel total. Dans ce contexte de division profonde des élites, la réforme des manuels d'histoire annoncée en janvier 2007 par le ministre de l'Éducation, Tu Chengsheng [6], a provoqué, comme à chaque initiative politique du gouvernement DPP, une levée de boucliers de l'opposition et une salve d'applaudissements des forces politiques « protaïwanaises ». Ce débat houleux s'est encore amplifié lorsque le gouvernement a annoncé, début février, la reprise de sa politique de « rectification des noms » *(正名)* des entreprises d'État, consistant à remplacer, dans leur nom, la référence à la Chine par une référence à Taïwan. Dans sa version anglaise, la Chinese Petroleum Corporation (CPC) est devenue la CPC Taïwan. La China Shipbuilding Corporation s'appelle désormais la CSBC Taïwan. La Chunghwa Post Corporation *(Chunghwa* signifie « Chine ») a été renommée Taïwan Post Corporation [7]. Dans les versions en langue chinoise, l'emploi du mot *Chine* a été complètement abandonné au profit de *Taïwan* [8]. À la fin février, les autorités discutaient des modalités pratiques pour rebaptiser le Mémorial Tchang Kaishek, l'une des attractions touristiques majeures de Taipei, en Mémorial de la démocratie taïwanaise [9].

Cette synthèse s'appuie d'abord sur les commentaires de la presse pro-indépendantiste de l'île pour prendre la mesure du mouvement de construction nationale orchestré par le gouvernement DPP et la logique qui le gouverne. La « construction nationale » (*nation-building*) se distingue de la « construction étatique » (*state-building*). Tout en cherchant à maintenir la stabilité dans le détroit de Formose, Chen Shuibian et ses gouvernements successifs ont été extrêmement prudents quant à la construction étatique, tout en développant une énergie considérable pour « taïwaniser » la société taïwanaise, en considérant qu'il fallait pour cela la « désiniser ». Elle s'est attachée ensuite à recenser les critiques fustigeant cette politique de désinisation, à partir d'un éditorial et de deux articles d'opinion publiés par des universitaires de renom dans le quotidien d'opposition *Lienhebao*. De manière intéressante, si les trois textes sélectionnés ne sont pas dépourvus de cynisme ni de piques acérées contre Chen Shuibian, ils semblent vouloir se prémunir contre une accusation d'anti-indépendantisme et tiennent tous à rappeler leur attachement à l'indépendance de la République populaire de Chine à Taïwan. Face à « deux Chines » ou à « Une Chine, une Taïwan », le principe d'une Chine défendu par Pékin ne séduit plus qu'une minorité silencieuse à Taïwan.

Les nouveaux manuels d'histoire utilisés au lycée à partir du deuxième semestre 2006/2007 sont passés à la moulinette du mouvement de rectification des noms, l'un des chevaux de bataille de l'aile la plus indépendantiste du DPP. Ainsi, Sun Yatsen ne sera plus nommé le « Père de la Nation » *(國父)*, mais Sun Yatsen, ce qui selon l'opposition politique revient à délégitimiser la République populaire de Chine. D'autre part, tous les qualificatifs employés traditionnellement en République populaire de Chine pour désigner la Chine continentale, « les communistes chinois » *(中共)*, « notre pays » *(本國)*, ou encore « le continent » *(大陸)*, seront tous remplacés par « la Chine ». Les événements fondateurs ayant abouti au renversement de la dynastie Qing et à la fondation de la République populaire de Chine sont également visés, tels ceux de Wuchang, qui ne seront plus qualifiés de « rébellion de Wuchang » *(起義)*, mais « d'insurrection de Wuchang » *(起事)*, un terme volontairement plus neutre qui ne cherche plus, au contraire de l'expression précédente, à apporter une justification morale à la révolution contre la dynastie Qing. D'autre part, l'épisode de l'unification des Royaumes combattants par l'empereur Qin Shihuang en 221 av. J.C. ne sera plus enseigné. La période d'occupation japonaise (1895/1945) verra aussi un changement de qualificatif, avec l'abandon du terme d'« occupation » *(日據)*, jugé trop négatif, et remplacé par celui d'« administration japonaise » *(日治)*. Enfin, la quantité de cours consacrés à l'histoire chinoise sera une nouvelle fois diminuée. En réalité, cette « rectification des noms » dans les manuels d'histoire amplifie une réforme de plus grande envergure, qui à partir de 2004, a définitivement intégré la séparation entre l'histoire de Taïwan et l'histoire de Chine.

L'éditorialiste du *Liberty Times* accepte la critique d'un député d'opposition selon laquelle cette réforme est comparable à une « Révolution culturelle ». Il s'agit cependant selon lui d'une révolution culturelle fondée sur les valeurs dé-

6. Né en 1948, le ministre de l'Éducation nationale est historien de formation. Il est spécialiste de l'histoire de la Chine antique. Chercheur à l'Académia Sinica jusqu'en 2000, il devient à partir de 1994 conseiller du ministère de l'Éducation. Il rédige pour Lee Tenghui plusieurs discours, en particulier ceux relatifs aux événements du 28 février 1947. En 2000, il est nommé par Chen Shuibian à la tête du musée national du Palais, un poste de rang ministériel. Il a déclaré s'y être consacré à la « dépolitisation » des collections de l'empire chinois. Il est nommé ministre de l'Éducation en 2004.
7. « State run firms begin name change », *Taipei Times*, 10 février 2007.
8. « Half-Baked Name Change, Taiwan », *Taipei Times*, 11 février 2007.
9. « Chang Kaishek Memorial Hall Must Go : Chen », *China Post*, 27 février 2007. Le ministère de la Défense s'est engagé à enlever les statues de Chang Kaishek des bâtiments militaires. En septembre 2006, l'aéroport international de Taïwan, l'aéroport Chang Kaishek, avait été renommé « aéroport de Taoyuan ».

mocratiques et sur la « taïwanitude », et destinée à rendre aux Taïwanais leur droit de voir le monde à partir de Taïwan, et non à travers le prisme d'un nationalisme chinois imposé par la force aux Taïwanais par le Kuomintang. Car pour l'éditorialiste, qui reprend un argument-clé des indépendantistes taïwanais, la société taïwanaise a connu plusieurs invasions : les Hollandais, les Espagnols, les loyalistes ming de Zeng Chenggong (Koxinga), l'empire chinois pendant la dynastie Qing, les Japonais, et enfin, les nationalistes de Chang Kaishek. Selon cet argument, chaque envahisseur a apporté un ensemble de pratiques qui ont contribué à la formation d'une culture taïwanaise spécifique. De ce point de vue, la culture chinoise n'est qu'une composante parmi d'autres de la culture taïwanaise. Mais sous le régime autoritaire du Kuomintang, toutes les ressources du Parti-État étaient employées à « laver le cerveau » des Taïwanais en leur imposant une identité chinoise, en écrasant toutes les spécificités de la culture taïwanaise et en étouffant sa diversité. Ainsi, l'enseignement de l'histoire sous le Kuomintang ne reflétait pas seulement l'impérialisme culturel des Chinois, cette « puissance venue de l'extérieur » *(外來政權)*, elle personnalisait la nature dictatoriale du régime d'occupation. Au contraire, la réforme des programmes d'histoire adoptée par le gouvernement DPP s'inscrit pleinement dans la démocratisation de l'île. Or, selon l'éditorialiste du *Liberty Times*, Chen Shuibian possède un mandat pour mettre en œuvre cette réforme. Sa victoire aux présidentielles de 2000 et sa réélection en 2004 l'ont engagé à consolider l'entreprise de « taïwanisation » et à renforcer la « subjectivité taïwanaise ». Chen est le président des Taïwanais. Dès lors, il est normal qu'il consacre leur droit à percevoir l'histoire de leur propre point de vue.

Le *Xin Taïwan Xinwen Zhoukan* s'emploie à répondre aux critiques selon lesquelles les manuels d'histoire ne sont que le reflet d'un projet idéologique et de l'intrusion de la politique dans l'éducation. Il appuie son argumentation sur une citation de Tu Chengsheng, qui saisit avec justesse l'ambiance qui règne dans la société taïwanaise : « Ceux qui pensent que ma réforme est portée par l'idéologie la jugent sous l'angle de leur propre idéologie subjective ». La thèse de l'hebdomadaire pro-indépendantiste repose sur l'argument selon lequel la rectification des noms ne doit pas se lire à travers le prisme du débat indépendance/unification, puisqu'il ne représente qu'un effort justifiable pour démanteler l'héritage du Kuomintang. Pour l'hebdomadaire, cette réforme est modérée, et il est encore discutable que l'histoire de Chine occupe dans les manuels scolaires taïwanais plus d'espace que celle du Japon, de la Corée, du Vietnam ou des autres États qui occupent l'espace régional de Taïwan...

Pour l'éditorialiste du *Lienhebao*, Chen Shuibian, en promettant – lors de ses deux discours d'investiture en 2000 et en 2004 –, de ne pas déclarer l'indépendance, a déjà renoncé à la construction d'une république de Taïwan indépendante, et admis que c'était un objectif irréalisable. Dès lors, il a abandonné le projet de construction étatique et a renoncé à l'indépendance (*de jure* 法理台獨*)*. Mais sur les fronts de la culture, de la société et de l'éducation, Chen Shuibian porte haut le drapeau vert de ce que le *Lienhebao* appelle « l'indépendantisme psychologique » *(心理台獨)*. Son objectif est, selon l'éditorialiste, de jouer sur la corde sensible en faisant croire et en feignant de croire qu'une déclaration d'indépendance est encore possible. La stratégie de Chen consiste à provoquer une onde de choc sur la société taïwanaise, à profiter du fracas qu'elle provoque pour cacher son absence de résultats concrets et à recueillir les votes de citoyens en état de choc.

Pour l'éditorialiste, il y a deux sens à l'idée d'indépendance de Taïwan. Le premier consiste à s'opposer à la République populaire de Chine. Le second désigne l'effort pour renverser la République populaire de Chine. S'il s'agit de refuser l'annexion par le régime communiste, la politique de désinisation n'a aucun sens. Dans sa résolution pour l'avenir de Taïwan, passée par le comité exécutif du DPP, en 1999, avant les présidentielles, le parti a révisé son projet historique de construction d'une république de Taïwan, en déclarant que « Taïwan est déjà un État indépendant et souverain, son nom est la République de Chine ». En reconnaissant la légitimité de la République de Chine, le DPP est devenu un parti indépendantiste au premier sens du terme. Et selon le *Lienhebao*, il a épousé en cela l'opinion majoritaire de la population taïwanaise, celle qui admet l'existence d'un État souverain sur chaque rive du détroit de Formose. Mais si le DPP revient à son projet de construction étatique et à son idéal de destruction de la République populaire de Chine, le scénario le plus probable est que sans la coquille de la République de Chine, Taïwan sera à la merci de la République Populaire de Chine. Selon le *Lienhebao*, le mouvement de désinisation est avant tout orchestré contre la République de Chine ; il amène les Taïwanais à mépriser leur propre État, et divise la société en traitant ceux qui se reconnaissent encore dans la République de Chine de « porcs chinois » *(中國猪)*. Ainsi, en déployant une telle énergie contre la République de Chine, le seul effet obtenu par le DPP est d'affaiblir encore plus la position de Taïwan par rapport à la Chine, en lui opposant une société divisée, et, au fond, en

relayant les efforts de Pékin pour accélérer l'élimination de la République populaire de Chine.

Philip Yang note que la vague de rectifications des noms des entreprises publiques a provoqué une réaction inhabituelle du département d'État américain, qui a déclaré ne pas soutenir « les mesures administratives prises par les autorités taïwanaises qui pourraient donner l'impression de changer le statut de Taïwan de manière unilatérale ou de se diriger vers l'indépendance» [10]. Pour l'universitaire, cette nouvelle initiative du DPP est bien moins idéologique que stratégique. Elle vise à mettre en place les conditions nécessaires à de bonnes performances électorales aux législatives de décembre, puis aux présidentielles, en 2008, en divisant pour régner et en faisant oublier l'absence totale de résultats de l'action publique depuis la réélection de Chen Shuibian en 2004. Mais dans cette perspective, le DPP oublie que la désinisation pourrait provoquer une nouvelle crise dans le détroit de Formose. C'est dans cette perspective que Philip Yang propose une analyse du fonctionnement du triangle de sécurité à partir du cas des mesures de désinisation. Pour lui, la tendance à la stabilisation des relations entre les deux rives, ces deux dernières années, s'explique autant par la nouvelle stratégie de Hu Jintao [11] que par le rôle de double dissuasion et de maintien des équilibres politiques et militaires joué par Washington [12]. Les déclarations américaines, motivées par la volonté de maintenir la stabilité dans les relations entre les deux rives, ont cherché à prévenir une réaction directe de la Chine contre la désinisation à Taïwan. Car l'histoire récente a montré que toute explosion de violence verbale chinoise contre Taïwan était contre-productive. En revanche, face aux réprimandes américaines, Cho Jungtai, le secrétaire général du palais présidentiel, ne pouvait que tenter de clore le chapitre en déclarant que Taïwan s'opposait à toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures [13].

Troisième perspective critique, celle de Lin Huowang qui commence son analyse par dénoncer l'absence de dialogue social et les méthodes expéditives du gouvernement. Les changements de nom vont faire perdre des dizaines de millions de dollars de Taïwan aux entreprises concernées [14]. Cet argent public n'aurait-il pas pu être dépensé pour améliorer l'environnement économique ou les prestations sociales ? La démarche du DPP est claire et n'a rien de nouveau ; dès le début 2007, le parti a voulu prendre l'initiative pour définir le thème sur lequel les prochaines élections se joueront. Par le passé, le DPP a employé cette stratégie à maintes reprises, avec une efficacité bien supérieure à celle de ses opposants politiques, qui ont toujours échoué à placer la question de la croissance économique au cœur du débat électoral. La nouvelle vague de désinisation suggère que le DPP cherchera de nouveau à placer la question de l'identité nationale au cœur des prochaines joutes électorales. Cependant, avec la rectification des noms des entreprises publiques, le DPP a sélectionné une question sur laquelle, selon la totalité des sondages, une majorité de la population de l'île désapprouve l'action du gouvernement. Pour Lin Huowang, cela s'explique par le fait que la véritable motivation de Chen Shuibian consiste à consolider la dépendance envers lui du candidat qui représentera le DPP lors des présidentielles, en 2008. Dans ces conditions, la préoccupation principale du chef de l'État serait d'éviter que son nom ne soit sali par l'affaire de corruption qui ne touche pour l'heure que son épouse, puisque la Constitution de la République de Chine prévoit l'immunité pénale du président en exercice pendant son mandat. Wu Shuchen, pour des raisons de santé, a refusé à six reprises de se rendre aux audiences de la Cour. Selon Lin Huowang, le couple présidentiel cherche à gagner du temps. Dès lors, Chen Shuibian veut s'imposer comme celui qui « fera » le prochain président de Taïwan, afin de bénéficier de la protection du prochain chef de l'État... Un raisonnement qui a le mérite de montrer la méfiance d'une partie des élites de l'île envers l'indépendance de la justice... •

10. « US Criticizes Changes in Names of Taiwan's state companies », *AFP*, 10 février 2007.
11. « Les relations entre les deux rives, bilan en 2006 et perspectives », *China Analysis*, n° 11/12, janvier 2007.
12. Philip Yang, « Doubly Dualistic Dilemma : US Strategy Towards China and Taiwan », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 6, n° 2, août 2006.
13. « Government Brushes off US Criticism », *Taipei Times*, 11 février 2007.
14. Par exemple, le coût estimé du changement de nom de la Poste dépasse 1,5 millions d'euros, mais Chen Shuibian a justifié son action en estimant que les entreprises gagneraient en compétitivité sur le moyen terme, grâce à une meilleure visibilité, et qu'il était normal de « dépenser une somme modique pour les générations futures ».